

# Énergie

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Table ronde 4 - Madi 27 septembre 2022 - 14h15

## QUEL MIX ÉNERGÉTIQUE POUR LA FRANCE 2030/2050 ?

### INTERVENANTS



Animation par Vincent BOULANGER

**Marc BENAYOUN**

Directeur exécutif du Groupe EDF

**Christian COUTURIER**

Président de l'association NEGAWATT

**Yannick JACQUEMART**

Directeur nouvelles flexibilités pour le système électrique RTE

**David MARCHAL**

Directeur exécutif de l'ADEME

**Xavier NICOLAS**

Président de la Commission énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie de la FNCCR et Président de Territoire d'énergie Eure-et-Loir

**Agnès PANNIER-RUNACHER**

Ministre de la Transition énergétique

**Xavier PASSEMARD**

Directeur biométhane de GRDF

**Françoise THIEBAULT**

Présidente du Conseil national des associations familiales laïques (CNAFAL)

### Vincent BOULANGER

*Je vous informe d'un léger changement de programme de dernière minute. Nous attendons une intervention de Madame la Ministre Agnès PANNIER-RUNACHER, qui répondra aux questions de Xavier PINTAT.*

*Au cours de cette table ronde consacrée au mix énergétique pour la France à l'horizon 2030/2050, nous commencerons par évoquer les perspectives à court terme. Nous nous intéresserons ensuite aux décisions à prendre pour respecter la trajectoire de la neutralité carbone.*

## Vincent BOULANGER

*J'ai le plaisir d'accueillir les sept intervenants qui participeront à ce débat :*

*Marc BENAYOUN est le Directeur exécutif du Groupe EDF en charge du pôle clients, services et territoires.*

*Christian COUTURIER est le Président de l'association NEGAWATT.*

*David MARCHAL est le Directeur exécutif de l'ADEME, adjoint de l'expertise et des programmes.*

*Xavier NICOLAS est le Président de la Commission énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie de la FNCCR et le Président de Territoire d'énergie Eure-et-Loir.*

*Yannick JACQUEMART est le Directeur nouvelles flexibilités pour le système électrique RTE.*

*Xavier PASSEMARD est le Directeur biométhane de GRDF.*

*Françoise THIEBAULT est la Présidente du Conseil national des associations familiales laïques (CNAFAL).*

*Agnès PANNIER-RUNACHER rejoint la séance.*

## Vincent BOULANGER

**BONJOUR MADAME PANNIER-RUNACHER, BIENVENUE PARMIS NOUS À CE 38E CONGRÈS DE LA FNCCR. JE LAISSE LA PAROLE À MONSIEUR XAVIER PINTAT, PRÉSIDENT DE LA FNCCR POUR VOUS ACCUEILLIR.**

## Xavier PINTAT

Madame la Ministre, je voulais vous remercier, au nom de tous les congressistes, de nous consacrer un peu de temps en ce premier jour du congrès de notre Fédération. Cette dernière rassemble les collectivités locales et les groupements de collectivités au titre de leurs compétences dans l'énergie, dans l'eau et dans le numérique. Votre auditoire est donc composé principalement d'élus locaux, de quelques parlementaires, de représentants d'entreprises de services publics et de fonctionnaires.

Je souhaiterais saluer aussi tout particulièrement Marianne LAIGNEAU, Présidente du directoire d'Enedis et Laurence POIRIER-DIETZ, Directrice générale de GRDF qui sont dans la salle. À mes côtés se trouvent les intervenants qui nous ont fait l'amitié de participer à cette table ronde : Marc BENAYOUN, Christian COUTURIER, David MARCHAL, Xavier NICOLAS, Yannick JACQUEMART, Xavier PASSEMARD et Françoise THIEBAULT.

Les défis énergétiques de notre pays constitueront le principal fil rouge de nos travaux. Les collectivités locales sont bien évidemment concernées par ces enjeux énergétiques à double titre. D'une part, elles

sont des acteurs directs des systèmes énergétiques puisqu'elles organisent la distribution d'électricité, de chaleur, de gaz et de froid, mais aussi le déploiement des capacités de production d'énergie renouvelable, de méthanisation et des bornes de recharge des véhicules décarbonés. D'autre part, les services publics locaux sont d'importants consommateurs d'énergie. Or les prix de l'électricité et du gaz consommés par les collectivités augmentent de façon vertigineuse, ce qui entraîne des contraintes extrêmes.

La sobriété est la voie inéluctable dans laquelle la FNCCR est impliquée très activement, et elle est résolue à poursuivre ses actions dans ce domaine.

Madame la Ministre, je m'empresse de vous céder la parole, en vous remerciant à nouveau de nous consacrer ce moment.

*Applaudissements de la salle.*

## Agnès PANNIER-RUNACHER

Bonjour à tous. Merci beaucoup, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Directrices, Directeurs, intervenantes et intervenants, Mesdames et Messieurs. Je suis très heureuse de cette invitation. Bien que je ne puisse être présente physiquement à cette manifestation, il me paraissait important de prendre ma part à vos travaux, d'entendre vos questions et de les relayer auprès des équipes de mon cabinet.

Tout d'abord, je voudrais dire quelques mots sur ma mission pour vous exposer ma vision sur les enjeux de cette table ronde. Ma mission consiste à faire face à l'urgence climatique. D'après le rapport du GIEC, nous disposons d'un délai de trois ans pour renverser la trajectoire en matière de gaz à effet de serre. Le GIEC est constitué d'experts scientifiques de très haut niveau. Nous nous trouvons donc confrontés à une réalité scientifiquement étayée qui nous impose d'agir en responsabilité.

Le réchauffement climatique nous amène à sortir de notre dépendance aux énergies fossiles, l'un des principaux vecteurs de l'augmentation des gaz à effet de serre. L'objectif consiste à atteindre la neutralité carbone en 2050. Au-delà des enjeux écologiques, cette sortie de la dépendance constitue aussi un enjeu géopolitique pour notre pays et un enjeu économique et social, car il est question de pouvoir d'achat et de compétitivité de nos entreprises. De fait, l'envolée des prix du gaz et du pétrole a des impacts considérables sur le pouvoir d'achat des Français et sur l'activité des entreprises.

Nous avons développé une politique énergétique fondée sur des travaux approfondis portés par RTE et par une quarantaine d'experts durant deux ans. Cette voie a été tracée par le Président de la République, en février 2022, avant l'entrée de la Russie sur le territoire souverain de l'Ukraine. Depuis, cette politique énergétique est restée inchangée.

Elle repose sur quatre piliers. Le premier axe est la sobriété énergétique : comment utiliser moins d'énergie en modifiant nos comportements, nos usages, nos manières d'habiter le territoire, de nous déplacer, d'organiser le travail. Le deuxième levier est l'efficacité énergétique : comment utiliser les technologies permettant de réduire autant que possible notre consommation d'énergie. À titre d'exemple, l'utilisation de LED est une source très intéressante d'économie d'énergie. Le troisième pilier consiste dans l'accélération du déploiement des énergies renouvelables. En juin 2022, nous avons lancé un grand plan consacré aux énergies renouvelables, officialisé par une circulaire. Des effectifs complémentaires ont été mobilisés pour renforcer la structure des dossiers sur le terrain, et des mesures réglementaires ont été instaurées. Enfin, un projet de loi sur ce sujet est à l'étude. Enfin, le quatrième et dernier axe de notre politique énergétique est la relance de notre filière nucléaire. Il s'agit de viser l'excellence opérationnelle sur les centrales existantes et de relancer de nouveaux réacteurs. Ici encore, nous travaillons sur un projet de loi d'accélération des procédures administratives.

Cette transition s'inscrit dans une perspective européenne, à savoir le paquet Climat, qui vient d'être adopté dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne. Cet ensemble de mesures positionne le continent européen à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique, avec un objectif de réduction des GES de 55 % à horizon 2030 (contre 40 % antérieurement). Les actions envisagées se déclinent dans tous les secteurs : bâtiment, transport maritime, aérien et terrestre, etc. Cette feuille de route européenne a des implications très concrètes sur nos orientations nationales.

Cette mission, comme je l'ai souligné à maintes reprises, ne peut être menée à bien qu'avec l'aide des territoires. Vous détenez de multiples leviers pour mettre en œuvre les politiques climatiques, et vous avez déjà commencé à vous en saisir. Le succès de la stratégie bas carbone repose sur la contribution des collectivités. Vous êtes donc partie prenante de la lutte contre le réchauffement climatique.

En parallèle, nous poursuivons le travail engagé autour de l'adaptation au changement climatique,

qui vous concerne au premier chef : adaptation aux vagues de chaleur, aux inondations et aux risques complémentaires... Là encore, Christophe BÉCHU s'engage à vous impliquer pleinement dans le plan d'adaptation au changement climatique.

Enfin, la future stratégie française pour l'énergie et le climat sera l'occasion de vous associer encore plus étroitement à la définition et à la mise en œuvre de la politique climatique. Tout d'abord, il nous faudra déterminer le mix énergétique conforme à nos aspirations. Pour l'instant, les deux tiers de notre mix énergétique proviennent d'énergies fossiles, à commencer par le pétrole. Nous avons pour ambition de remplacer le pétrole soit par la réduction de notre consommation, soit par le recours à d'autres énergies (bas carbone, renouvelables, nucléaire).

Nous devons renforcer le partenariat entre l'État et les collectivités locales pour faire face à la crise énergétique. Ce partenariat se construit au quotidien, au travers de dispositifs d'accompagnement tels que le programme P2E, la dotation de soutien aux investissements locaux (DSIL), la dotation de soutien aux investissements des départements (DSID Relance). Les données recueillies démontrent l'efficacité de ces dotations. Sur 3 500 projets analysés, 2 700 dépassent la cible de 30 % d'économies et 1 200 atteignent 50 % d'économies ou plus.

Pour renforcer le partenariat entre l'État et les collectivités, nous avons consolidé les dotations d'investissement aux collectivités locales en 2022. 2 Mds€ ont ainsi été alloués à la DSIL et à la DETR car la transition écologique, et en particulier la rénovation thermique des bâtiments, constitue notre priorité.

En 2023, avec la mise en œuvre du fonds vert (qui représentera au total 1,5 Md€ au profit des collectivités), le soutien de l'État aux projets d'investissements locaux augmentera significativement. L'ADEME et la Banque des territoires seront à vos côtés pour mener à bien cette transition.

Je tiens ici à réaffirmer l'implication sans réserve de mon collègue Christophe BÉCHU pour que ce fonds vert soit aussi efficace que possible et adapté aux spécificités de tous nos territoires. À chaque territoire sa réponse propre. Notre préoccupation est de vous aider à définir les stratégies les plus efficaces en fonction des atouts et spécificités de votre territoire.

Enfin, je souhaite que notre partenariat s'étende au plan de sobriété. Nous y consacrerons un temps important le 6 octobre 2022 pour dévoiler les engagements des différents acteurs – et notamment des collectivités locales. Bon nombre d'entre vous portent des plans de sobriété inscrits dans la durée, qui ont vocation à répondre aux enjeux du réchauffement climatique tout en délivrant la meilleure qualité de service public possible.

Les questions à traiter sont multiples, depuis l'éclairage public jusqu'à la mobilité, sans oublier le chauffage dans les écoles, l'exploitation d'installations sportives, etc. La FNCCR et les collectivités seront des relais précieux pour relayer les bonnes pratiques.

Le plan de sobriété est un plan volontaire, basé sur le terrain. Il vise à mutualiser les bonnes pratiques et les engagements pour faire gagner du temps aux acteurs ayant des capacités et effectifs plus réduits. Que les collectivités ayant déjà engagé des actions vertueuses et mesuré l'efficacité de ces initiatives montrent le chemin à celles qui n'ont pas la même avance.

Nous tenons à faciliter le partage de bonnes pratiques entre le secteur privé et le secteur public, notamment dans certains domaines tels que le sport ou la culture.

La sobriété n'est pas seulement une question importante à horizon 2050. C'est aussi un cheminement désirable pour réinventer nos modes de vie au profit d'activités moins énergivores et présentant des co-bénéfices importants pour la santé. Nous travaillons avec les associations d'élus locaux pour mutualiser les solutions et les bonnes pratiques.

Je tiens à réaffirmer que nous sommes à votre disposition pour avancer ensemble. Dans l'immédiat, nous faisons face à la problématique du financement du coût de l'énergie, qui est très préoccupante sur le terrain. À ce propos, je rappelle que toute collectivité ayant moins de 10 ETP et disposant d'un budget inférieur à 2 M€ a droit aux tarifs régulés. Quant aux collectivités de taille plus importante, elles ont accès à des dispositifs d'accompagnement qui sont à l'étude.

J'ajoute que la situation des collectivités locales est très disparate. Certaines ont été relativement peu touchées par l'augmentation des coûts de l'énergie et bénéficient d'une croissance de leurs recettes fiscales. D'autres, en revanche, ont vu leurs factures d'énergie exploser.

Christophe BÉCHU sera votre interlocuteur privilégié et votre porte-parole pour traiter l'ensemble de ces

sujets. En tout état de cause, notre ambition est bien de protéger au maximum les activités de production et les services publics tout en limitant autant que possible la consommation énergétique. Ces actions devraient contribuer à faire baisser les prix et la tension sur le marché. Dans les jours à venir, nous nous attacherons à mettre au point une série de mesures en vue de diminuer les prix du gaz et de l'électricité au niveau européen.

Je vous remercie pour votre attention et je me tiens à votre disposition pour d'éventuelles questions.

**Vincent BOULANGER**

*Merci Madame la Ministre pour ce message.*

*Applaudissements de la salle*

**NOUS AVONS PEU DE TEMPS POUR ÉCOUTER LES QUESTIONS DES AUDITEURS, MAIS JE SOUHAITERAIS TOUT DE MÊME VOUS RELAYER UNE INTERROGATION DES REPRÉSENTANTS DES COLLECTIVITÉS. CELLE-CI PORTE SUR LA POSSIBILITÉ POUR LES COLLECTIVITÉS DE CONTRACTER DIRECTEMENT AUPRÈS DE PRODUCTEURS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR S'APPROVISIONNER. CE SCÉNARIO EST-IL À L'ÉTUDE ?**

**Agnès PANNIER-RUNACHER**

Oui, je vous le confirme. Le projet de loi soumis au Parlement comprend un article sur les PPA (Purchase Power Agreement), qui doit permettre de s'approvisionner directement auprès de producteurs d'énergies renouvelables. L'application de ce texte dans le secteur public présente quelques difficultés liées au Code de la commande publique, mais ces contraintes ne sont pas insurmontables.

Nous sommes tout à fait prêts à travailler en ce sens, d'autant que cette orientation correspond à une tendance historique : favoriser la proximité entre la production et la consommation d'énergie, en relocalisant la production au plus près des consommateurs. Ce principe vaut non seulement pour les acteurs économiques, mais aussi pour les collectivités locales.

Je précise que je soutiens fortement les réseaux de chaleur, alimentés soit par de la chaleur fatale d'industries, soit par des technologies telles que la géothermie, la biomasse ou la combustion des déchets. Ces réseaux de chaleur ne sont pas réservés exclusivement aux grandes villes : ils donnent aussi d'excellents résultats dans les moyennes et petites villes.



## **Thierry SUAUD**

Président du Syndicat départemental d'énergie de la Haute-Garonne

Bonjour, je suis Président du Syndicat départemental d'énergie de la Haute-Garonne et de l'Entente des SDE d'Occitanie.

Madame la Ministre, à l'instar de nombreux collègues, je vous ai adressé récemment un courrier pour vous faire part de nos inquiétudes et vous alerter sur les conséquences de la crise de l'énergie pour nos collectivités territoriales et nos territoires. Je tiens à vous alerter sur nos actions de service public, sur nos investissements et sur les mobilités électriques. Dans mon courrier, je vous ai rappelé les deux certitudes qui sont les nôtres : économiser et produire. Nous avons besoin de votre aide pour pouvoir continuer à investir.

Nous sommes contraints de passer des marchés dans un contexte de spéculation. Or, les collectivités ne sont pas armées pour affronter cet environnement.

Enfin, je vous ai demandé si l'ensemble des collectivités peuvent bénéficier de l'accès aux tarifs régulés accordé aux structures de moins de 10 salariés.

J'ai lu dans Le Figaro une déclaration du Président de la République qui m'a laissé pantois. Ce dernier exhorte les collectivités, entreprises et particuliers à ne pas contracter directement avec les fournisseurs d'énergie. Mais comment suivre cette recommandation au risque de se retrouver dans quelques mois en fin de contrat, face aux tarifs prohibitifs d'électricité ou de gaz ? Quel est le décryptage juridique ministériel de ce message présidentiel ?

## **Agnès PANNIER-RUNACHER**

Les déclarations du Président de la République visent le marché actuel de l'électricité, qui est entièrement décorrélé de la réalité. Le fait est que même la centrale à gaz la plus coûteuse de l'Union européenne ne produit pas une électricité correspondant au prix spot du marché. Cet écart résulte d'une surestimation du risque de rupture. C'est pourquoi le Président de la République demande aux consommateurs de différer leur contractualisation.

Plusieurs mesures sont en cours de déploiement, notamment pour lutter contre la spéculation sur les prix de l'énergie. Ces procédés, déjà utilisés sur le marché des actions, sont très efficaces. D'ailleurs, les prix reflètent une situation d'illiquidité, due à la rareté des échanges sur le marché.

Par ailleurs, il convient de rassurer tous les petits acteurs sur le fait qu'ils bénéficient bien du tarif régulé. Il s'avère, en effet, que certaines petites entreprises ou collectivités locales ne profitent pas de ce bouclier.

S'agissant de la situation des collectivités, vous avez raison de faire référence aux exigences du Code de la commande publique, qui rigidifie les négociations. Nous allons réfléchir aux solutions nous permettant de mieux accompagner les collectivités locales sur les prix et d'amener les fournisseurs à prendre des engagements (à tout le moins de signer une charte de conduite) pour obtenir des contrats plus avantageux.

Je réunirai très prochainement Bruno LE MAIRE, les énergéticiens et les parties prenantes pour examiner les actions des fournisseurs d'énergie susceptibles de soulager les acteurs. Il n'existe pas de remède miraculeux pour remédier à la sortie de la Russie du marché européen du gaz. Pour rappel, ce pays assure 40 % de l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne. Face à cette réalité, nous avons pris nos responsabilités et formalisé une série de mesures destinées à limiter cet impact. Il nous faut continuer à travailler en ce sens, car ces actions contribueront à « refroidir » les marchés.

Nous allons bien évidemment répondre à votre courrier, qui est très certainement en cours d'instruction par mes services. Je vous propose de constituer une cellule de veille, sous le pilotage de Christophe BÉCHU, pour remonter les problèmes génériques des collectivités locales et y apporter des réponses. Sachez que notre site Internet comprend une page de FAQ.

## **Alain SURHOMME**

Vice-président de la Fédération départementale d'énergie de la Somme

Bonjour, je suis Vice-président de la Fédération départementale d'énergie de la Somme et Président d'une SEM.

Nous avons bien compris que pour le Gouvernement, la fin de l'ère d'abondance a sonné. Nous aimerions que ce soit aussi la fin de la langue de bois. Tout ce qui nous arrive aujourd'hui était prévisible, à commencer par l'ouverture des marchés de l'énergie. Le conflit russo-ukrainien a simplement accéléré cette dynamique.

Nous attendons au plus vite une réponse précise de l'État pour savoir comment maintenir nos services publics et préparer nos budgets 2023.

## **Agnès PANNIER-RUNACHER**

Je vais vous répondre très directement. Personnellement, je n'avais pas prévu l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ni l'arrêt de la fourniture de gaz par l'État russe sur le marché européen.

Quant à l'ouverture des marchés à la concurrence, je rappelle que c'est bien ce mécanisme européen qui nous permet de nous approvisionner en électricité 20 jours de l'année sans risque de black-out. C'est donc une grande chance de pouvoir compter sur l'Europe.

À titre personnel, j'ai toujours soutenu l'énergie nucléaire. Je voudrais rappeler à tous ceux qui tiennent des propos durs à l'encontre du nucléaire que les décisions de politique énergétique s'inscrivent dans un horizon d'une vingtaine d'années. Or, au cours des 20 dernières années, des personnalités politiques de tous bords, très attachées au destin énergétique de la France, n'ont pas remis en cause cette politique.

Nous devons admettre d'une part qu'il faut intensifier la lutte contre le réchauffement climatique, et d'autre part que les événements géopolitiques actuels n'étaient pas prévisibles. Certains prophétisaient la « fin de l'histoire ». Je crois, au contraire, que nous faisons face au retour de l'histoire.

Très concrètement, nous nous employons à faire baisser les prix au niveau européen. C'est l'objet du mécanisme ibérique. J'ajoute que l'effort du Gouvernement français pour les petites entreprises et pour les petites collectivités locales est sans équivalent en Europe, au point que nous sommes enviés par nos collègues allemands et belges. Aujourd'hui, les ménages français, les petites collectivités et les petites entreprises bénéficient des prix de l'électricité les plus bas d'Europe. Cette situation perdurera en 2023.

Je ne prétends pas pour autant que la situation soit facile : il s'agit de maintenir le maximum de services publics et d'assurer le bon fonctionnement des bâtiments tout en renforçant la sobriété énergétique. Je fais confiance à vos capacités d'entrepreneurs du service public pour mener cette démarche.

Comme je l'ai indiqué, l'État français apporte un soutien financier conséquent aux collectivités locales, de près de 0,5 Md€. Au passage, je rappellerai que d'après la Cour des comptes, la trésorerie des collectivités locales est plus élevée qu'en 2019.

Chacun doit prendre ses responsabilités et œuvrer pour accélérer le développement des énergies renouvelables, du nucléaire, de l'efficacité énergétique et de la sobriété.

## **Vincent BOULANGER**

*Madame la Ministre, merci beaucoup d'avoir été à nos côtés cet après-midi.*

*Applaudissements de la salle*

## **Agnès PANNIER-RUNACHER**

Merci à tous. Je répète qu'avec Christophe BÉCHU, nous tâcherons de vous proposer un point d'entrée dans notre cabinet, de manière à recueillir toutes vos interrogations et partager nos réponses. Merci infiniment et bons travaux.

*Mme PANNIER-RUNACHER quitte la séance.*

## **Vincent BOULANGER**

*Le premier temps de cette table ronde porte sur l'hiver 2022/2023.*

**YANNICK JACQUEMART, COMMENT S'ANNONCE L'APPROVISIONNEMENT ÉLECTRIQUE POUR CET HIVER, ET COMMENT POURRONS-NOUS NOUS ADAPTER ?**

## **Yannick JACQUEMART**

Il a été beaucoup question du risque de coupures électriques cet hiver. Je tiens à rappeler qu'il s'agit d'un hiver atypique. Les risques qui nous attendent ne concernent pas vraiment des records de consommation, car la France en a déjà affronté plusieurs. Ils portent plutôt sur la production. De fait, le flux de puissance disponible est inférieur de 10 % à son niveau habituel.

Le risque fluctuera pendant l'hiver. Il pourrait se concrétiser dès le début du mois de novembre, en fonction du froid. Au-delà de la crise du gaz et du manque d'eau dans les barrages hydroélectriques, le risque tient aussi à la capacité d'EDF à remettre en service ses centrales nucléaires, arrêtées pour différentes causes. La disponibilité du parc nucléaire sera faible au début du mois de novembre. Il faut espérer qu'elle s'améliorera le plus rapidement possible.

Une précision s'impose : les coupures potentielles sont des coupures maîtrisées, qui n'ont rien à voir avec une situation de black-out. En réalité, ce sont simplement quelques pourcents de consommation qui ne pourront pas être fournis, et pour quelques heures ou quelques jours seulement.

Ce risque est certes atypique par rapport aux années précédentes, mais il doit être relativisé. RTE, Enedis et l'ensemble des distributeurs et fournisseurs d'électricité s'emploient à actionner tous les leviers disponibles pour éviter des coupures.

**Vincent BOULANGER**

**MONSIEUR BENAYOUN, LA DISPONIBILITÉ DU PARC NUCLÉAIRE SERA-T-ELLE PLUS IMPORTANTE QUE RTE NE L'ENVISAGE DANS SES SCÉNARIOS ?**

**Marc BENAYOUN**



Notre priorité consiste à atteindre les objectifs visés, à savoir 40 réacteurs disponibles pour début novembre et 50 pour début janvier. Les hypothèses de RTE sont légèrement plus prudentielles. En tout état de cause, toutes les équipes d'EDF sont pleinement mobilisées. Des travaux de grande ampleur ont déjà été réalisés sur 12 centrales. Pour passer l'hiver dans de bonnes conditions, les programmes d'arrêt de

tranches ont été modifiés sur 15 centrales et sur 4 d'entre elles, la production a été légèrement revue à la baisse pour éviter un arrêt durant la période critique (de novembre à février).

**Vincent BOULANGER**

**QUELLES SONT LES PROJECTIONS POUR LES HIVERS PROCHAINS ? LA TENSION DEVRAIT-ELLE SE RELÂCHER ?**

**Marc BENAYOUN**

La situation devrait effectivement se détendre. Les prévisions de production pour cette année 2022 sont comprises entre 180 et 300 TWh. Elles devraient se situer entre 300 et 330 TWh en 2023, puis autour de 315-345 TWh en 2024. Progressivement, les capacités remonteront au niveau standard de 350 TWh.

**Vincent BOULANGER**

**MONSIEUR JACQUEMART, QUELLE EST VOTRE VISION SUR LES PROCHAINS HIVERS ?**

**Yannick JACQUEMART**

Je suis convaincu que la situation s'améliorera progressivement, grâce aux efforts de l'exploitant pour moderniser son parc. Tous les acteurs, et EDF au premier rang, sont mobilisés pour éviter les risques de coupures. Dans tous les cas, la production restera en deçà des normales

historiques par rapport à l'exploitation du système. Si l'hiver dernier avait été plus froid, nous aurions connu des problèmes ponctuels du même type.

**Vincent BOULANGER**

**QUELS SONT LES DISPOSITIFS MIS EN PLACE PAR RTE ET COMMENT LES COLLECTIVITÉS PEUVENT-ELLES EN BÉNÉFICIER ?**

**Yannick JACQUEMART**

Avec l'ADEME, RTE a lancé une rénovation du dispositif Ecowatt, bien connu des Bretons. Cette nouvelle version a été mise en service début septembre.

Ecowatt est un système d'alerte, comparable à un « Bison Futé » de l'électricité. Il prévient le consommateur des jours et des heures présentant des difficultés. RTE fait tout son possible pour transmettre l'information à l'ensemble des acteurs et les guider de la manière la plus efficace.

Quelles actions chaque citoyen peut-il accomplir ? En réalité, le besoin est simple : il s'agit de réduire la consommation de quelques pourcents. Pour ce faire, il existe deux options : soit imposer des coupures à 5 % des consommateurs français, soit faire appel à la responsabilité de tous pour réduire ensemble notre consommation de 5 à 10 %. Le risque de coupure cet hiver peut donc être fortement limité, à condition que nous agissions de manière synchronisée, et c'est précisément le rôle de l'outil Ecowatt.

**Vincent BOULANGER**

**XAVIER NICOLAS, VOUS PRÉSIDEZ LA COMMISSION ÉNERGIES RENOUVELABLES ET MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE DE LA FNCCR. QUELLE EST LA CAPACITÉ DES COLLECTIVITÉS À RÉPONDRE AUX ALERTES DE RTE ? QUELS SONT LES POINTS SENSIBLES NÉCESSITANT UNE VIGILANCE PARTICULIÈRE LORS DES DÉLESTAGES ?**

**Xavier NICOLAS**

Madame la Ministre a rappelé que le tarif de vente régulé s'adresse aux collectivités de moins de 2 M€ de budget et de moins de 10 ETP.

Il s'ensuit que les structures plus importantes ne bénéficient pas de ce dispositif. Pour ces collectivités, l'impact de l'augmentation des prix sera considérable. À court terme, ces acteurs participeront bien évidemment à la réduction de la consommation à travers différentes actions : diminution de la température



Xavier NICOLAS



et réduction de l'amplitude d'utilisation des équipements sportifs, optimisation des bâtiments publics, etc. Certaines communes seront également amenées à opérer des extinctions sans incidence sur la sécurité routière.

Au-delà des actions de court terme, j'insiste sur le fait que le prix de l'électricité va continuer d'augmenter de façon significative, d'aucuns disent tripler. De ce fait, certaines collectivités auront une capacité d'autofinancement nulle, voire né-

gative. Une partie d'entre elles pourraient être dans l'obligation de suspendre leurs investissements. Je crains qu'elles soient rapidement confrontées à de sérieuses difficultés. Or, les collectivités locales représentent environ 70 % de l'investissement public.

Avec notre Président Xavier PINTAT, les membres de la FNCCR militent pour que l'ensemble des collectivités puissent bénéficier du tarif régulé. Il serait inconcevable d'augmenter la fiscalité foncière pour financer la spéculation. De fait, les tarifs actuels sont entièrement décorrélés des coûts de production, ce qui signifie clairement que le marché ne fonctionne pas. Il faut donc concevoir un autre modèle, par exemple un marché de gros à l'échelle européenne et un marché de détail à l'échelle nationale. Il est inacceptable que le tarif de l'électricité en France soit indexé sur la dernière centrale allemande à gaz, car cette situation implique que les prix sont dictés par Vladimir POUTINE.

*Applaudissements de la salle*

### Vincent BOULANGER

*Merci. Nous verrons à quelle vitesse ces évolutions seront mises en œuvre au niveau national et européen.*

**MADAME THIEBAULT, VOUS REPRÉSENTEZ LE CONSEIL NATIONAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAÏQUES. QUELLE EST VOTRE PERCEPTION DU DISPOSITIF ECOWATT ET DES EFFORTS DEMANDÉS AUX CITOYENS ?**

Françoise THIEBAULT



Nous accueillons très favorablement le dispositif Ecowatt, que nous appelons de nos vœux depuis plusieurs années. Nous n'avons cessé de marteler qu'il faut faire œuvre de pédagogie auprès des consommateurs, en utilisant tous les médias publics. Ecowatt répond donc pleinement à cette demande.

Je suis d'avis que la communication doit être adaptée aux différentes typologies de publics. Même si les consommateurs résidentiels sont plutôt bien protégés, il existe de profondes inégalités entre eux. Certains ont peu de marges de manœuvre pour réduire leur consommation, mais ils ne doivent pas être culpabilisés. Il faut donc renforcer la sensibilisation en direction des foyers ayant un pouvoir d'achat supérieur. Ce sont ces consommateurs qui doivent se montrer solidaires avec les collectivités.

En tant qu'associations de consommateurs, nous devons être les passeurs des campagnes de sensibilisation à la sobriété lancées par RTE et par les autres fournisseurs historiques. Nous nous devons de relayer ces démarches.

### Vincent BOULANGER

**MONSIEUR PASSEMARD, VOUS ÊTES LE DIRECTEUR BIOMÉTHANE DE GRDF. POUVONS-NOUS ESPÉRER PASSER L'HIVER SANS SUBIR DE COUPURES DE GAZ ?**

Xavier PASSEMARD



En France, notre dépendance au gaz russe avoisine les 7 %. À l'échelle européenne, bien entendu, la dépendance est beaucoup plus forte.

Sachez que nos capacités de stockage seront bientôt remplies à 100 %. En outre, les terminaux méthaniers assurent 100 % de leurs capacités et sont tous programmés pour les mois à venir. Le contexte économique nous est favorable, car la reprise dans les pays asiatiques est moins dynamique que prévu.



Il est donc plus facile d'obtenir du GNL. En tout état de cause, tout a été fait pour sécuriser le système.

Les besoins en gaz dépendront bien entendu de la rigueur des températures cet hiver. Nous suivons la situation au jour le jour.

Un autre paramètre essentiel tient à la solidarité européenne, qui est primordiale dans ce dispositif. Nous ne saurions envisager d'abandonner nos partenaires européens. Cependant, nous ne pouvons anticiper les événements, qui évoluent très rapidement.

### Vincent BOULANGER

MONSIEUR COUTURIER, L'ASSOCIATION NÉGAWATT A PUBLIÉ CE MATIN 50 MESURES POUR RÉDUIRE DE 10 % NOS CONSOMMATIONS DANS LES DEUX ANS À VENIR.

### Christian COUTURIER



Pour être précis, nous avons identifié 51 mesures. D'après nos estimations, la consommation finale d'énergie en France peut être abaissée de 13 % en deux ans, en travaillant essentiellement sur les bâtiments (résidentiels et tertiaires), et dans une moindre mesure sur les transports. Cette projection à court terme est un exercice tout à fait nouveau pour Négawatt : jusqu'à présent, nous réfléchissions plutôt à

l'horizon 2050. Dans le cas présent, au contraire, nous avons voulu travailler sur la sobriété à court terme, en réponse à une situation de crise. Nous pouvons tout de même constater que les économies réalisables en l'espace de deux ans sont loin d'être négligeables.

La limitation de la température dans les bâtiments est l'une des principales mesures envisagées. Nos projections tiennent compte du fait que nous ne pourrions pas exiger les mêmes efforts de tous les citoyens.

L'arrêt de la ventilation dans le tertiaire durant les périodes sans activité représente une autre source conséquente d'économies. Le fait est que de nombreuses grandes entreprises laissent tourner leur ventilation la nuit, qui consomme inutilement plusieurs centaines de kWh.

Ces bonnes pratiques peuvent être mises en œuvre

très facilement. En été, la fermeture des portes des magasins est indispensable. Il est bon de rappeler cette évidence.

J'ajoute que le déploiement des différentes mesures identifiées nécessite des compétences et de l'énergie humaine.

### Vincent BOULANGER

*Je vous renvoie au site de Négawatt pour prendre connaissance de ces 51 mesures.*

**CES DIFFÉRENTES ACTIONS SONT-ELLES RÉSUMÉES DE MANIÈRE PRATIQUE, AFIN QUE CHACUN SACHE COMMENT AGIR À SON ÉCHELLE ?**

### Christian COUTURIER

Certainement. Notre guide apporte des réponses aux questions « Quoi ? », « Qui ? », « Comment ? » et « Combien ? ». Particuliers, entreprises, collectivités locales : chacun d'entre nous est en capacité d'agir.

### Vincent BOULANGER

**DAVID MARCHAL, NOUS ALLONS ÉVOQUER AVEC VOUS LES PERSPECTIVES PLUS LOINTAINES DE 2030-2050. POUVEZ-VOUS NOUS RAPPELER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS DE L'ADEME ET LEURS CARACTÉRISTIQUES ?**

L'ADEME contribue bien évidemment aux conseils et estimations relatifs au plan de sobriété. Pour mémoire, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie a été créée au lendemain du choc pétrolier de 1973. L'histoire se répète. En 2021, nous avons mené un exercice baptisé « Transition 2050 » pour définir les moyens permettant d'atteindre la neutralité carbone en France. Dans ce cadre, nous nous sommes efforcés d'imaginer quatre récits de société différents dessinant la France de demain. Ces projections vont de la nature préservée (1<sup>er</sup> scénario « Génération frugale ») à la nature réparée (4<sup>e</sup> scénario « Pari réparateur »). Entre ces deux extrêmes s'insèrent deux scénarios intermédiaires : « Coopérations territoriales » et « Technologies vertes ».

### David MARCHAL



Ces scénarios très tranchés étaient un parti-pris de l'ADEME, mais il se trouve que la crise énergétique actuelle valide ces récits. Dans les quatre récits, la société française parviendrait à atteindre la neutralité carbone, mais avec des émissions résiduelles très différentes. Tandis que les émissions de GES sont considérablement réduites dans le scénario 1, elles restent plus élevées dans le scénario 4 et doivent donc être compensées. Il faut donc faire appel à des technologies telles que le captage de CO2. Toutefois, les émissions cumulées sur l'ensemble de la trajectoire sont beaucoup plus importantes dans ce 4e scénario. La sobriété est donc la solution la plus rapide et la plus efficace.

La réduction de la consommation d'énergie se situe entre -20 % et -55 % en fonction des scénarios. Néanmoins, tous reposent majoritairement sur le recours aux énergies renouvelables, qui dépasserait dans tous les cas les 70 % (y compris si l'énergie nucléaire est prolongée). Quant à la consommation d'électricité, elle fluctue entre 400 et 800 TWh.

Il est souvent question d'énergie renouvelable, mais le nœud du problème est la biomasse. Le vivant exerce un rôle primordial pour l'adaptation au changement climatique, le stockage de carbone et la substitution des énergies fossiles. Pour atteindre la neutralité carbone, il faudra augmenter les prélèvements tout en tenant compte de ces trois enjeux.

Enfin, je précise que dans les scénarios neutres en carbone, l'utilisation du gaz n'est pas supprimée. Cette énergie peut être largement décarbonée, à condition d'en réduire la consommation. En limitant le gaz aux usages difficilement substituables, le taux de renouvelables grimpe à 80 %, grâce au biométhane et au power gas.

Dans un environnement où les énergies renouvelables couvrent l'essentiel de notre approvisionnement en énergie, la France renforcerait considérablement son indépendance énergétique.

**Vincent BOULANGER**

**L'UN DE CES SCÉNARIOS EST-IL UTILISÉ PAR LE GOUVERNEMENT COMME FEUILLE DE ROUTE ?**

**David MARCHAL**

Ce n'était pas l'objectif de cette démarche. Il s'agissait de tester plusieurs scénarios, pour savoir si la biomasse permet des arbitrages différents. Cette étude

confirme que c'est bien le cas, même si les impacts environnementaux et l'adaptation au changement climatique varient beaucoup d'un scénario à l'autre.

**Vincent BOULANGER**

**CHRISTIAN COUTURIER, L'ASSOCIATION NÉGAWATT SE RETROUVE-T-ELLE DANS L'UN DE CES SCÉNARIOS ?**

**Christian COUTURIER**

Négawatt élabore des scénarios de prospective énergétique depuis une vingtaine d'années. L'ADEME a imaginé quatre scénarios, dont deux extrêmes. Or, les technologies prises en compte ne sont pas encore bien documentées.

Pour sa part, Négawatt s'efforce depuis le début d'équilibrer les trois piliers : sobriété, efficacité et énergies renouvelables. En effet, il ne faudrait pas attribuer de poids excessif à l'une de ces composantes. Nos projections tiennent compte des leviers les plus efficaces, qui peuvent être répartis dans les différents scénarios de l'ADEME.

**Vincent BOULANGER**

**COMMENT SE LANCER SUR CETTE TRAJECTOIRE BAS CARBONE ALORS QUE NOUS NE SOMMES PAS EN CAPACITÉ D'ANTICIPER LA SOCIÉTÉ DE 2050 ?**

**Christian COUTURIER**

Sobriété, efficacité et renouvelable : tels sont les grands principes qui doivent guider nos actions. Depuis toujours, Négawatt considère qu'il serait dangereux de miser sur une électrification totale et qu'il est préférable de conserver un mix libre entre les différents vecteurs énergétiques. Dans les projections de Négawatt, l'électricité représente 44 % de la production totale d'énergie. Les réseaux de chaleur, le gaz et le carburant liquide continuent d'être utilisés.

D'ailleurs, le gaz et l'électricité sont étroitement liés : les centrales à gaz renouvelable sont indispensables pour garantir un approvisionnement en électricité sans rupture. En effet, les excédents issus de l'énergie photovoltaïque seraient stockés dans les réservoirs existants de gaz et utilisés l'hiver. Ce couplage des réseaux est essentiel.

**Vincent BOULANGER**

## DAVID MARCHAL, QUELLE EST VOTRE POSITION SUR LES CHOIX À PRENDRE ?

**David MARCHAL**

La déclinaison des différents scénarios au niveau territorial est un sujet complexe, qui pose la question du partage de l'effort : chaque territoire doit-il atteindre la neutralité carbone, ou l'effort doit-il être adapté en fonction des particularités des différents territoires ? L'ADEME conduit une réflexion sur cet enjeu, qui devra être pris en compte par le secrétariat à la planification de la transition écologique.

L'emplacement des réseaux est un autre sujet primordial. Il n'est pas forcément avantageux pour les collectivités d'installer des ENR là où celles-ci seront le plus rentables. Dans certaines régions, les coûts de réseau font grimper les coûts de revient des ENR. Ils doivent donc être pris en compte dans les appels d'offres.

**Vincent BOULANGER**

## XAVIER NICOLAS, QUEL EST LE RÔLE DES COLLECTIVITÉS POUR ACCOMPAGNER CETTE TRAJECTOIRE ?

**Xavier NICOLAS**

Les collectivités se sont saisies de ces questions et ont commencé à agir, par exemple sur l'éclairage public. Territoire d'Énergie Eure-et-Loir assure la gestion de l'éclairage pour plus de 200 communes, avec près de 45 000 points lumineux. Dans ma commune de Senonches, nous avons pris la décision de remplacer rapidement l'intégralité de nos points lumineux par des LED. La baisse de consommation attendue est de -70 %.

Par ailleurs, nous mettons à disposition des communes et communautés de communes un service d'expertise et d'accompagnement sur la rénovation de leur patrimoine bâti.

Je signale également que nous avons signé un contrat ENR avec l'ADEME pour diversifier les modes de chauffage des bâtiments (géothermie, biomasse, chauffe-eau solaire).

D'autre part, Territoire d'Énergie Eure-et-Loir finance 60 % des études et 45 % des investissements des entreprises et collectivités grâce à une aide de l'ADEME et de la région.

En outre, nous avons lancé des concours dans les écoles et collèges pour sensibiliser les élèves (et par conséquent leurs parents) aux enjeux environnementaux.

Enfin, nous avons créé une SEM régionale qui investit dans la production d'électricité verte.

Je soulignerai aussi que ce sont les syndicats d'énergie qui ont installé l'essentiel des bornes de recharge pour les véhicules électriques. Nous sommes donc très investis dans la mobilité verte, et c'est d'ailleurs une activité que nous finançons à perte. De fait, les tarifs de recharge ne couvrent pas nos charges d'exploitation.

Autant d'initiatives qui montrent l'engagement des collectivités dans la transition écologique.

**Vincent BOULANGER**

## MME THIEBAULT, QUELLES SONT LES CONDITIONS À RÉUNIR POUR SUSCITER L'ADHÉSION DES CONSOMMATEURS À CETTE TRANSITION ?

**Françoise THIEBAULT**

Nous avons déjà mis en avant l'importance de la pédagogie et de la communication. Pour accélérer ces évolutions, il me semble que la rénovation des bâtiments est une priorité. En 2021, entre 40 000 et 60 000 rénovations ont été réalisées, alors qu'il en faudrait 700 000 par an. Ce travail serait très profitable au pouvoir d'achat des Français.

D'ailleurs, il s'avère que dans 25 % des cas, les rénovations n'apportent pas les économies annoncées. Une étude statistique sur les gains d'efficacité énergétique des rénovations a été annoncée par le ministère. Elle permettra d'évaluer plus finement l'utilité des travaux de rénovation.

Nous considérons qu'il faut manier la carotte et le bâton pour mener à bien la rénovation énergétique globale. Celle-ci doit être rendue obligatoire et solvabilisée grâce à un prêt hypothécaire. Pour l'instant, seuls les propriétaires occupants dont les ressources sont inférieures au plafond ont accès à cette aide. Il faut élargir l'assiette des bénéficiaires, sous peine de ne pas atteindre les objectifs de réduction des consommations.

Un point de blocage tient au fait que ces démarches s'effectuent en ligne. Or 13 millions de Français ne sont pas à l'aise avec Internet. Se pose aussi la question de la mise en place du tiers de confiance, Mon Accompagnateur Rénov », dont les modalités restent à définir.

La formation professionnelle constitue une autre problématique majeure. Certains professionnels sont très réticents à l'idée de compléter leur formation pour être à même de réaliser des rénovations efficaces.

S'agissant des outils de financement, deux banques seulement ont adhéré au dispositif : la Banque Postale et le Crédit Mutuel.

Enfin, il convient impérativement de trouver une réponse pour limiter le reste à charge. C'est à cette condition seulement que les scénarios envisagés pourront se concrétiser.

### **Marc BENAYOUN**

Je souscris entièrement à ces propos. Les CEE représentent cette année près de 7 Mds€. Or, ce dispositif permet de financer l'input des travaux, mais pas l'output, c'est-à-dire leur performance effective. Il faut donc que l'argent public soit mieux utilisé, par des professionnels responsabilisés, et que l'attribution des fonds soit conditionnée à de réels progrès en matière d'efficacité énergétique. Pour l'instant, une partie des travaux bénéficiant de ces financements n'améliorent pas de manière substantielle l'efficacité énergétique.

### **Françoise THIEBAULT**

Il est évident que les propriétaires ayant réalisé une rénovation énergétique sans résultats concluants ne sont pas enclins à renouveler leur tentative, ce qui bloque des gisements importants d'efficacité énergétique.

### **Vincent BOULANGER**

**MONSIEUR BENAYOUN, LES SCÉNARIOS ONT EN COMMUN UNE ÉLECTRIFICATION DES USAGES. COMMENT CONCILIER CE BESOIN AVEC LA PÉNURIE D'ÉLECTRICITÉ ACTUELLE ?**

### **Marc BENAYOUN**

Ces scénarios sont tout à fait cohérents car les nouveaux usages ne sont pas immédiats. Or la disponibilité du parc nucléaire est affectée sur les deux à trois prochaines années.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que d'autres énergies décarbonées se développent en France. La loi de simplification des projets d'énergie renouvelable devrait accélérer ce mouvement. Un grand parc éolien tel que celui de Saint-Nazaire devrait générer près de 500 MWh. Par comparaison, une centrale nucléaire

produit environ 1 000 MWh. Si l'on tient compte des facteurs de charge, la quantité d'énergie produite équivaut à 35 % de celle d'une centrale nucléaire. Une dizaine de parcs éoliens offshore devraient ainsi produire l'équivalent de 3 à 4 centrales. En résumé, la production d'énergie renouvelable contribue à la production d'électricité globale.

Il faut savoir que le rendement d'un véhicule électrique est bien supérieur à celui d'un véhicule thermique. Par conséquent, la consommation des véhicules électriques est basse par rapport aux véhicules à énergie fossile. Ainsi, 17 millions de véhicules électriques en 2035 (soit la moitié du parc actuel) devraient nécessiter 10 à 12 % de la consommation électrique actuelle.

D'ailleurs, les performances énergétiques des consommateurs vont continuer à s'améliorer. En 10 ans, la consommation moyenne d'un ménage en France est passée de 5 300 à 4 800 KWh.

Comme l'a expliqué Monsieur COUTURIER, il est parfaitement envisageable de réduire significativement la consommation des Français. Nous mettons à disposition de nos 22 millions de clients un outil nommé « EDF et moi ». Cet applicatif permet de suivre sa consommation, de suggérer des écogestes, d'améliorer les usages des ménages. Les clients utilisant ce dispositif de manière régulière et intensive parviennent à diminuer leur consommation de 10 % en un an.

### **Vincent BOULANGER**

**COMMENT ACCROÎTRE LA PÉNÉTRATION DES CHAUFFAGES ÉLECTRIQUES DE NOUVELLE GÉNÉRATION ET LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE ?**

### **Marc BENAYOUN**

Comme l'a précisé Monsieur NICOLAS, ce sont aujourd'hui les collectivités qui font l'effort de mettre à disposition de leurs citoyens des bornes de recharge. Au travers de sa filiale Izivia, EDF se positionne comme l'un des principaux fournisseurs de bornes de recharge en France.

De plus, les constructeurs automobiles proposent des gammes électriques de plus en plus convaincantes. Aujourd'hui, un véhicule sur six vendu en France est un véhicule électrique. La dynamique est donc lancée. Il existe désormais 52 000 bornes de recharge en France, et le plan 100 000 bornes du Gouvernement devrait se concrétiser d'ici un ou deux ans.



En ce qui concerne le chauffage électrique, les pompes à chaleur sont en plein essor. Ces installations sont bien accompagnées, et de plus en plus de professionnels sont compétents dans ce domaine. 250 000 pompes à chaleur ont été installées en 2021, contre 58 000 il y a cinq ans. Ces équipements fonctionnent et contribuent à réduire la consommation d'énergie.

### Vincent BOULANGER

**D'APRÈS VOUS, LE RYTHME DE DÉPLOIEMENT DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES ET DES POMPES À CHALEUR EST ASSEZ RAPIDE ?**

### Marc BENAYOUN

Si le déploiement des pompes à chaleur chez les particuliers suit un bon rythme, plusieurs difficultés freinent encore le développement de ces installations dans l'habitat collectif : intégration dans le bâti, nuisances sonores, acceptabilité par les voisins... Il faut que les constructeurs s'attachent à concevoir des équipements plus performants, plus discrets et moins bruyants. Il n'en reste pas moins que cette technologie participe significativement à l'électrification des usages.

### Vincent BOULANGER

**MONSIEUR JACQUEMART, POUVEZ-VOUS COMMENTER LA PART DES RENOUVELABLES DANS LE MIX ÉLECTRIQUE DE RTE À HORIZON 2050 ?**

### Yannick JACQUEMART

Six scénarios à horizon 2050 ont été publiés il y a un an par RTE, avec un extrême basé sur une énergie 100 % renouvelable et un autre extrême correspondant au potentiel maximum de la filière nucléaire en 2050. Chaque scénario s'accompagne d'une analyse des conséquences économiques, techniques, environnementales et sociétales.

Je maintiens que ces scénarios sont toujours aussi cohérents, même dans le contexte actuel. Les contraintes que nous rencontrons sont d'ordre conjoncturel, et ne remettent pas en cause la dynamique globale.

Je rappelle que trois quarts de l'énergie consommée en France est d'origine fossile. La priorité consiste donc à décarboner la production d'énergie, et tous les scénarios répondent à cet objectif. Nous avons peu de temps pour le faire, et il est essentiel de bien relayer ce message.

### Vincent BOULANGER

**EN FRANCE, NOUS RENCONTRONS DES DIFFICULTÉS POUR DÉVELOPPER L'ÉNERGIE ÉOLIENNE TERRESTRE. AVONS-NOUS LA POSSIBILITÉ DE NOUS PASSER DE CETTE FILIÈRE ?**

### Yannick JACQUEMART

RTE n'est pas prescripteur en la matière. Pour autant, je suis convaincu que nous devons tout faire pour développer les énergies décarbonées. Je rappellerai que notre production d'énergie décarbonée a diminué depuis 10 ans. Il faut donc à la fois accroître la quantité d'énergie décarbonée et réduire la demande globale. Je vous exhorte donc à saisir toute opportunité qui se présenterait sur vos territoires, malgré les problèmes d'acceptabilité. La polémique sur l'éolien terrestre me semble déconnectée des enjeux véritables. Il appartient à chaque collectivité de faire son possible à son échelle. Quoi qu'il en soit, mon message est simple : nous devons décarboner autant que possible notre production d'énergie.

### Vincent BOULANGER

*Venons-en au gaz, qui connaît lui aussi un enjeu de décarbonation. GRDF a imaginé des scénarios avec 100 % de gaz renouvelable, plus optimistes que ceux de l'ADEME.*

**QUELLE EST VOTRE VISION DU MIX GAZIER DU FUTUR ?**

### Xavier PASSEMARD

Pour lever immédiatement toute ambiguïté, sachez que nous visons 100 % de gaz renouvelable.

GRDF travaille effectivement sur des exercices de prospective à l'horizon 2030-2050. Notre « scénario territoire » est construit sur la base des informations recueillies dans les territoires et des remontées des élus. Ce scénario prône avant tout la sobriété et l'efficacité énergétique. Dans cette estimation, la part de la valorisation du gaz renouvelable par la méthanisation est proche de 100 Twh.

Notre « scénario territoire » repose sur les mêmes enjeux d'électrification que RTE. Dans tous les cas, le système gazier constitue un vecteur d'équilibre du système énergétique. Sans celui-ci, il serait impossible de passer l'hiver. Nous aurons besoin de gaz pendant longtemps car il faut du temps pour réaliser les infrastructures sur le réseau de transport électrique et dans le parc de centrales nucléaires. Tous les scénarios s'appuient donc sur le réseau gazier.

Chez GRDF, nous sommes convaincus que le potentiel disponible pour produire du gaz renouvelable est plus important que dans la plupart des scénarios. Nous croyons beaucoup au développement de la pyrogazification à partir du bois déchet et du CSR, de l'énergie hydrothermale et de l'hydrogène.

Notre scénario se démarque aussi par la part du gaz dans le chauffage des bâtiments. Nous pensons qu'il faut allier les technologies, en combinant par exemple une pompe à chaleur électrique avec une chaudière à très haute performance énergétique.

### Vincent BOULANGER

#### LE PLAN D'ACCÉLÉRATION DES RENOUVELABLES PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT INTÈGRE-T-IL LE GAZ RENOUVELABLE ?

### Xavier PASSEMARD

Je me félicite des textes réglementaires récents qui stimulent le développement du gaz renouvelable et de la prise en compte du retour de l'inflation, nécessaire pour soutenir la filière.

Nous considérons qu'en l'état, le projet de loi d'accélération des ENR comprend peu de dispositions en faveur du gaz renouvelable. Nous plaillons pour de nouvelles mesures législatives en ce sens. Nous souhaitons que le projet de loi accompagne les Biogas Purchase Agreement (BPA), l'objectif étant d'aider les collectivités à maîtriser leurs coûts d'énergie en s'adossant sur les producteurs locaux.

Enfin, il convient d'accélérer la mise en place des certificats de production de biogaz, de manière à accompagner la filière dans l'application de la loi de transition énergétique.

### VINCENT BOULANGER

*Je vous propose un dernier tour de table sur le rôle du gaz dans le mix énergétique.*

#### MONSIEUR BENAYOUN, QUELLE EST VOTRE ANALYSE SUR LA PLACE DU GAZ DANS LE CHAUFFAGE DES BÂTIMENTS ?

### Marc BENAYOUN

Les positions sur cette question sont très tranchées. J'observe que le gaz renouvelable représente 2 % seulement du gaz consommé en France, tandis que

l'électricité non carbonée couvre 97 % de la production totale d'électricité si l'on additionne le nucléaire, l'hydraulique, l'éolien et le solaire. Il est bon d'encourager le gaz renouvelable, mais il faudra encore attendre de nombreuses années pour que sa contribution au chauffage des bâtiments devienne significative.

### Christian COUTURIER

Négawatt vise aussi un mix gazier 100 % renouvelable, avec un niveau de production de 200 TWh.

J'ai le sentiment que l'énergie continue d'être appréhendée de manière trop carbocentrée. L'approche privilégiée par Négawatt s'appuie sur les limites planétaires : le climat, la biodiversité, l'eau douce, les risques biochimiques, les ressources minières... Il s'agit de trouver le juste équilibre entre le plafond correspondant à ces limites planétaires et le plancher, à savoir les objectifs de développement durable.

Par conséquent, il ne me paraît pas judicieux de développer toutes les énergies bas carbone. Aujourd'hui, l'hydroélectricité est menacée par la baisse du débit. Il faut tenir compte de toutes les contraintes telles que la biodiversité, la biomasse, etc.

C'est pourquoi Négawatt milite pour les procédés de méthanisation favorisant l'agroécologie.

### Vincent BOULANGER

#### DAVID MARCHAL, COMMENT PEUT-ON FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES GAZ RENOUVELABLES ?

### David MARCHAL

Pour intensifier le développement des gaz renouvelables, l'ADEME, opérateur de l'État, accompagne les collectivités avec différents outils tels que le fonds Chaleur, le fonds Renouvelables et le fonds Décarbonation de l'industrie. Il est essentiel de favoriser les projets locaux et de donner du sens à cette transition au niveau local.

### Xavier PASSEMARD

La capacité actuelle de production de gaz s'élève à 8 TWh. En l'espace de deux à trois ans, elle devrait atteindre 15 TWh. Les rythmes de développement sont très forts.

**Vincent BOULANGER**

**CONFIRMEZ-VOUS LA POSSIBILITÉ DE PORTER À 20 % LA PART DU GAZ RENOUVELABLE À HORIZON 2030 ?**

**Xavier PASSEMARD**

Oui.

**Vincent BOULANGER**

**MADAME THIEBAULT, UN MOT DE CONCLUSION ?**

**Françoise THIEBAULT**

Comme le veut l'adage, il ne faut jamais mettre tous ses œufs dans le même panier. Nous avons besoin de toutes les énergies renouvelables.

Nous devons également rester vigilants pour éviter des conflits d'utilisation tels que l'aménagement de champs de panneaux photovoltaïques sur des terres de bonne qualité.

Pour en revenir aux pompes à chaleur, je rappellerai que ces installations peuvent être catastrophiques pour le consommateur si le logement est mal isolé. Il faut donc veiller à bien équilibrer les usages énergétiques.

Étant administratrice indépendante de GRDF, je défends fermement le gaz vert. J'estime qu'il est essentiel d'encourager ces énergies, dont la croissance est plus rapide qu'attendu.

**Vincent BOULANGER**

**XAVIER NICOLAS, COMMENT DÉPASSER LES OBSTACLES ENTRAVANT LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ?**

**Xavier NICOLAS**

Nous sommes confrontés à un véritable parcours du combattant administratif. L'obtention des multiples autorisations nécessaires et le respect des procédures allongent considérablement la durée d'exécution d'un projet. Il faut aussi traiter les conflits.

Bien que notre collectivité soit favorable à la méthanisation, nous rencontrons ce type de difficultés avec les méthaniseurs : les habitants se plaignent des nuisances olfactives et de la circulation des camions. Dans mon département, nous avons suggéré de réaliser une cartographie croisant le réseau routier et les réseaux électriques et gaziers. À la lumière de cette information, nous pouvons identifier avec la Chambre des

agriculteurs le meilleur emplacement du méthaniseur.

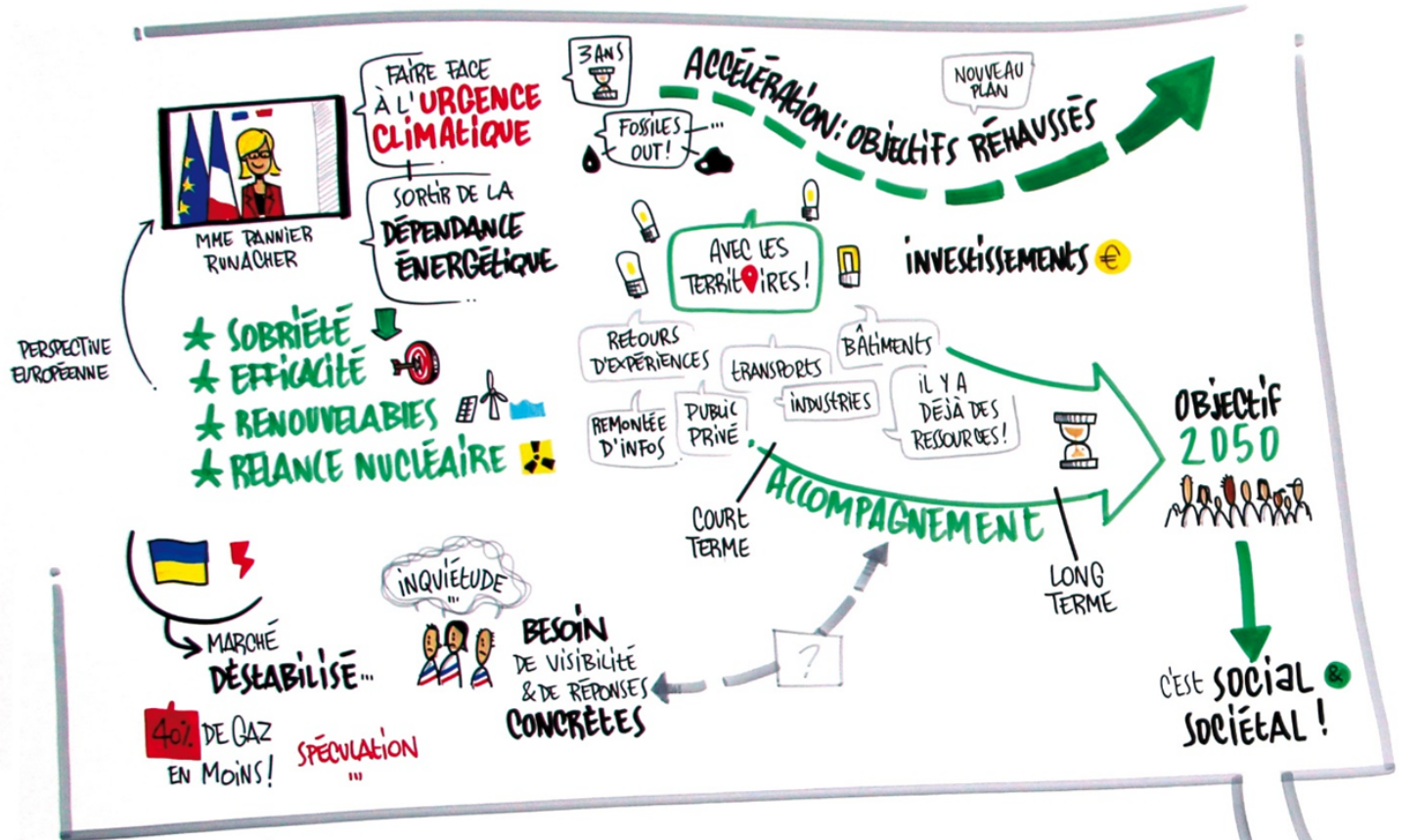
Pour gagner du temps, il serait précieux de trouver une solution permettant d'enclencher les démarches administratives parallèlement au déploiement du projet.

**Vincent BOULANGER**

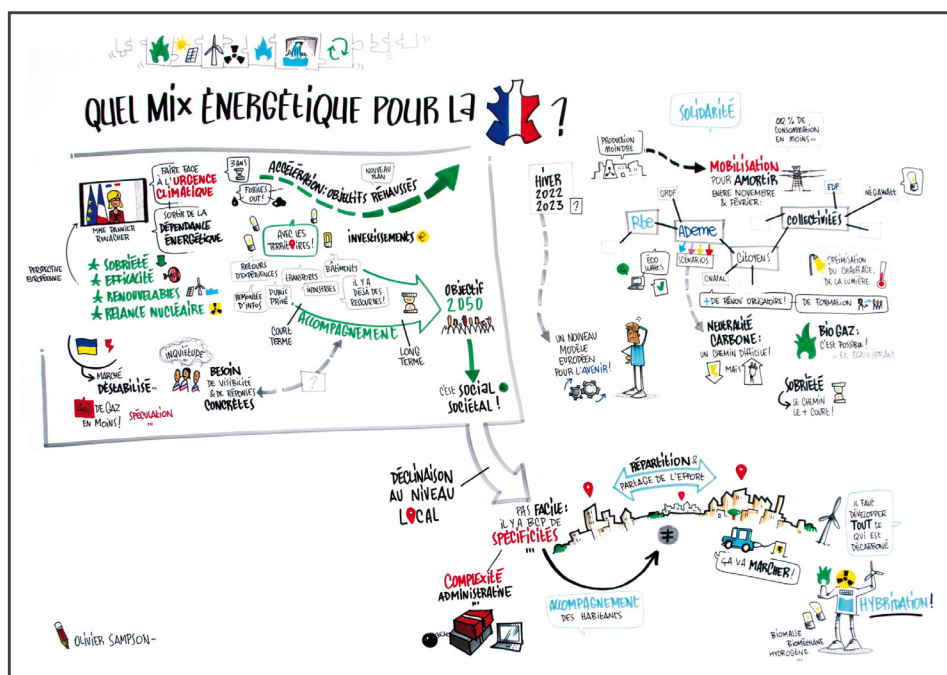
*La loi d'accélération est en cours d'instruction. Elle a été présentée hier au Conseil des ministres. Espérons que cette accélération se concrétisera. Les préfets ont d'ailleurs récemment publié une circulaire en ce sens.*

*Au terme de cette table ronde, je tiens à remercier tous nos intervenants. Merci à toutes et tous et bon après-midi.*

# QUEL MIX ÉNERGÉTIQUE POUR LA ?

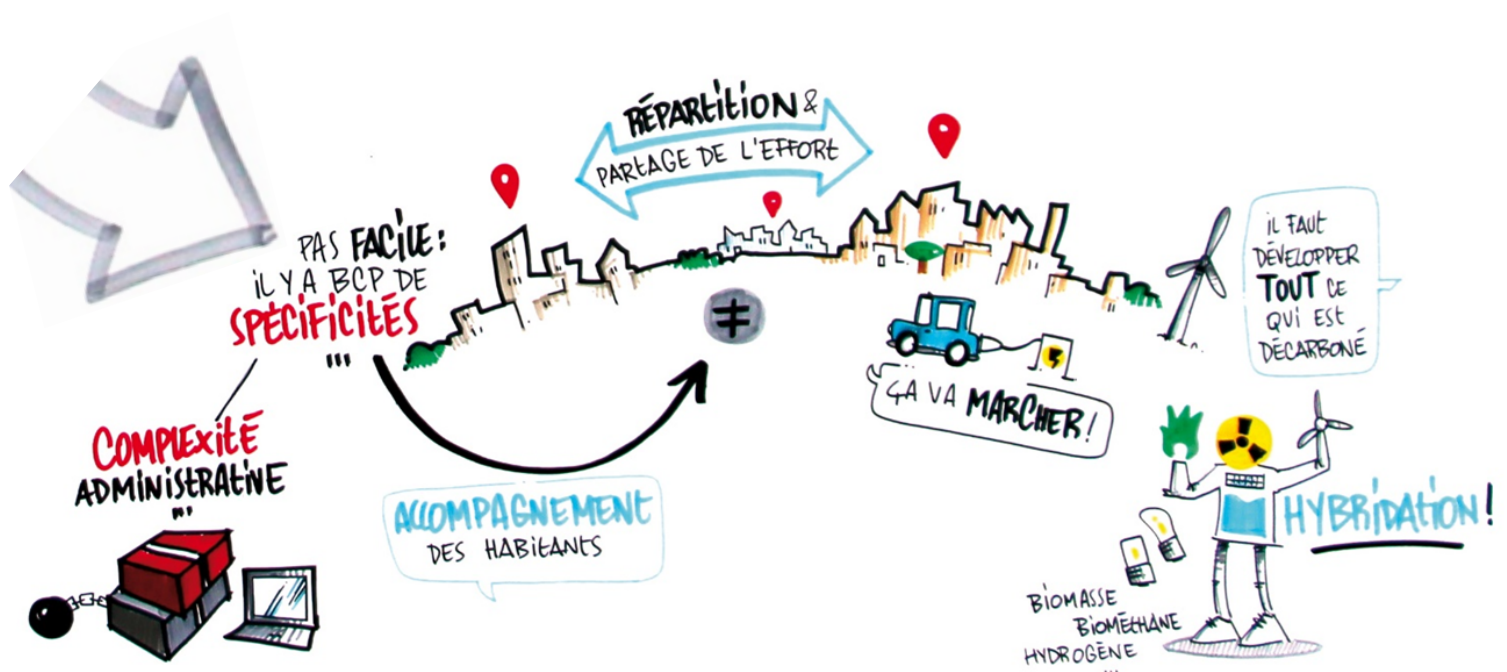
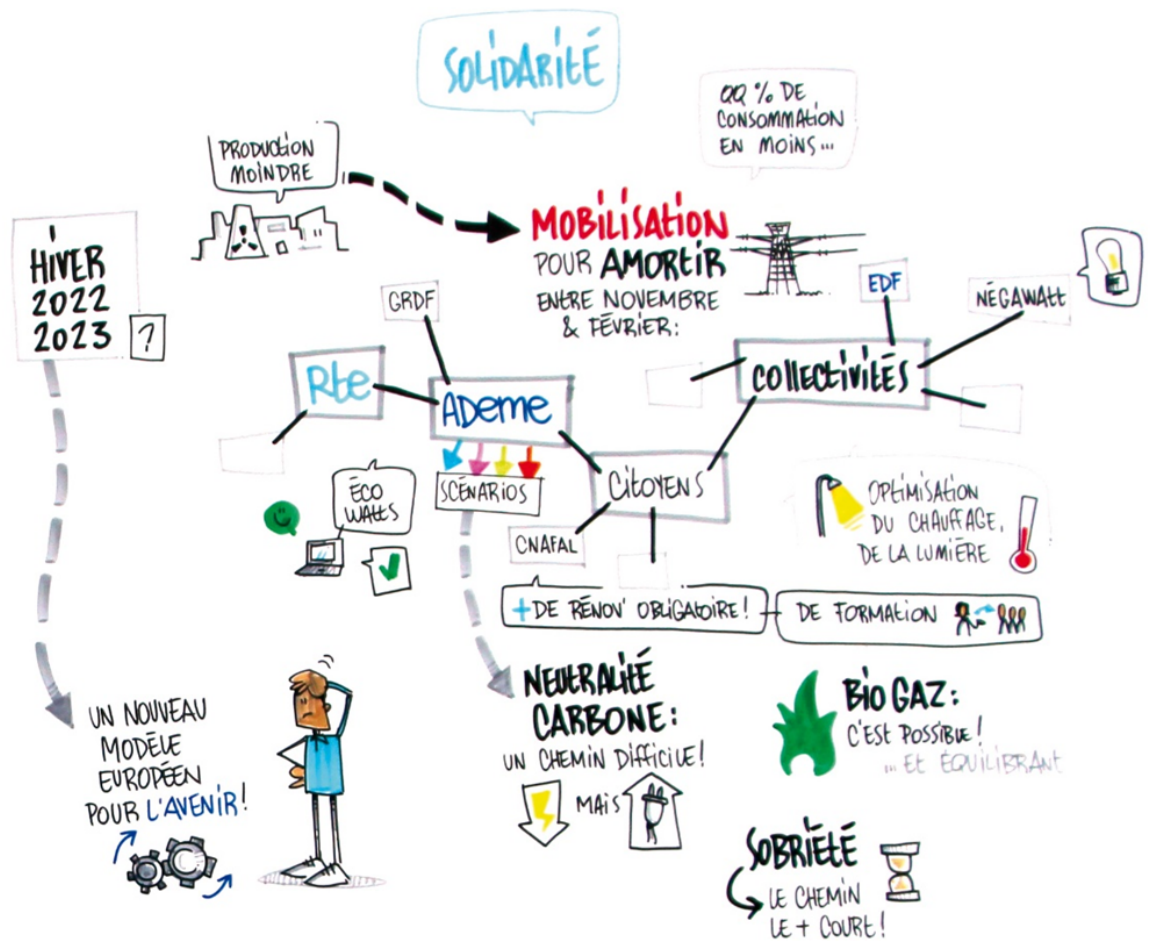


DÉCLINAISON  
AU NIVEAU  
LOCAL



 OLIVIER SAMPSON-







SERVICES PUBLICS LOCAUX  
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES E-COMMUNICATIONS

## 38<sup>e</sup> Congrès FNCCR

---

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022  
RENNES - BRETAGNE